

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Concessions

Le Journal officiel des communautés européennes vient de publier une communication interprétative sur les concessions en droit communautaire (C 121/02, JO du 29 avril 2000) qui fait suite à la consultation publique que la Commission européenne avait lancé en février 1999 sur son projet de communication interprétative (cf. bulletin 37 du 24.mars 1999). La Commission définit ce qu'est une concession au plan européen à partir du droit dérivé et de la jurisprudence de la Cour. Elle rappelle le régime applicable aux concessions: égalité de traitement, transparence, proportionnalité, reconnaissance mutuelle, protection des droits des consommateurs, en précisant le contenu de chacun de ces concepts. Trois types de commentaires peuvent être faits:

≈ la définition des termes est utile, cependant, il ne s'agit que d'une communication interprétative qui ne donne pas de sécurité juridique devant la Cour de justice.

≈ la définition de la concession au plan communautaire, élargit le concept par rapport au droit interne de certains pays. Elle est susceptible, à terme, de bouleverser assez sensiblement des organisations nationales essentielles pour la cohésion territoriale et sociale, telle celle du logement, par exemple. Cela mériterait, par conséquent, un débat de définition plus ample, avec le Parlement et le Conseil, et une directive sur cette question est souhaitable. Les rapports à la démocratie et à la vie quotidienne des citoyens et ressortissants européens, à tous les échelon territoriaux, du local à l'europpéen, sont trop importants pour en rester à une définition juridiquement incertaine, relevant de l'interprétation.

≈ Nous avons, dans le bulletin 37, posé une série de questions concernant la lutte contre la fraude, la régulation de l'activité du concessionnaire, l'évolution des conditions de mise en œuvre des contrats, le rôle des consommateurs, le but de la concession et le problème de *l'intuitu personae*, qui ne sont toujours pas abordées dans la communication. Ceci en fixe les limites et les insuffisances dans le cadre de la construction du marché et d'une société européenne dans lesquels les services d'intérêt général sont appelés à jouer un rôle essentiels comme garanties des droits fondamentaux et de la cohésion sociale et territoriale.

Jean-Claude Boual et Pierre Bauby

### Energie

≈ **Gas.** Lors de la deuxième réunion des organismes de régulation du gaz européens, qui s'est tenue les 11 et 12 mai dernier, l'industrie européenne du gaz a été invitée à mettre sur pied au plus vite une nouvelle instance rassemblant tous les responsables en matière de gestion du réseau européen de transport du gaz. Ce nouveau groupement, baptisé TSO, devra évaluer, pour les Etats membres, les régulateurs nationaux et la Commission, le degré de réalisation du marché intérieur. Fin août, un rapport fera le point des mesures de libéralisation prises par chaque Etat membre. Pour mi-septembre un rapport devra présenter les points ...

### Concessions

The Official Journal of the European Communities has published an interpretative communication on concessions under Community law (C 121/02 OJ dated 29<sup>th</sup> April 2000), following contribution from a wide public consultation launched in February 1999, concerning its initial interpretative communication (cf bulletin 37 of 24<sup>th</sup> March 1999). The Commission presents what a concession at the European level is, based on case-law and the Court's jurisprudence. It recalls the regime applicable to concessions: equal treatment, transparency, proportionality, mutual recognition, and protection of consumer's rights, specifying in each case, the content of the concept. Three commentary remarks can be made:

≈ the definition of terms is useful, however, it still remains a simple interpretative communication that does not provide legal guarantee before the Court of justice.

≈ the definition of concession at the Community level widens the concept relative to the internal law of certain countries. Eventually, this is likely to modify, quite significantly, national organisations essential in national and social cohesion, such as that of housing for example. It would therefore be worthwhile to carry out a more detailed debate on the definition, both at the Parliament and at the Council. Also, a directive on this question is considered necessary. Relations of European nationals and citizens to democracy and day-to-day life, at all territorial levels, from local to European, are so important and should not be left at the level of a vague legal definition, based on interpretation.

≈ In our bulletin n° 37, we posed a series of questions concerning the fight against fraud, regulation of concessionary activity, the evolution of the application of contracts, the role of consumers, the aim of concessions and the problem of *intuitu personae*, which are not, as yet, dealt with in the communication. This reveals its limits and insufficiencies in the framework of the construction of the market and of the European Society, within which services of general interest are called upon to play a significant role as guarantors of fundamental rights and of territorial and social cohesions.

Jean-Claude Boual and Pierre Bauby

### Energy

≈ **Gas.** During the second meeting of European gas controlling organisations, held on 11<sup>th</sup> and 12<sup>th</sup> May, the European gas industry was called upon to quickly set up a new body regrouping all authorities in the management of European gas transportation network. The new body called TSO will, on behalf of Member states, national controllers and the Commission, evaluate the effectiveness of the construction of internal market. At the end of August, a report will assess liberalisation measures taken by each member state. By mid-September another report will present key points of the market and the possibilities of ...

clés du marché et les possibilités de liaison entre eux, et un inventaire dressera la liste des points importants devant faire l'objet d'une harmonisation pour faciliter la création d'un véritable marché intérieur.

⚡ **Electricité.** A l'occasion d'une communication, adoptée le 16 mai, sur l'état de la mise œuvre du marché intérieur de l'électricité, la Commission a proposé des mesures complémentaires pour accélérer le processus de libéralisation: augmentation du nombre de consommateurs éligibles, renforcement de la séparation opérationnelle et comptable et de l'accès des tiers au réseau réglementé. Elle annonce également la présentation prochaine d'un mécanisme de concertation en vue de définir un plan européen des grandes infrastructures d'interconnexion.

⚡ **Efficacité énergétique.** La Commission vient d'adopter un plan d'amélioration dans l'Union Européenne d'au moins 100 millions de tonnes équivalent pétrole (MTEP) d'ici 2010, soit environ 40% des engagements pris au titre du protocole de Kyoto. Parmi les mesures proposées, le plan répertorie, notamment, l'intégration de l'efficacité énergétique dans les politiques des transports (qui représentent 30% de la consommation finale d'énergie).

---

## Syndicats

⚡ Lors de sa 6<sup>e</sup> assemblée générale, la fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) a annoncé un accord pour établir avec les employeurs un comité européen du dialogue social sectoriel (électricité, autorités locales, santé ultérieurement). La Confédération européenne des syndicats (CES) soutient cette initiative. Par ailleurs, la FSESP a accepté d'établir des pistes pour un nouveau système de négociations collectives coordonné au niveau européen. Les syndicats de toute l'Union européenne ont été invités à l'informer de toute action de grève envisagée de telle sorte que des actions communes puissent être décidées.

⚡ L'Union des syndicats du secteur public (USSP-CESI), a été reçue par le secrétaire d'Etat portugais en charge des services publics sur le dialogue social sectoriel informel dans le secteur public, la mobilité, l'emploi, les ressources humaines, les nouvelles technologies. Elle souhaite que la future présidence française poursuive ce dialogue.

---

## Médiateur

Constatant que ses recommandations sur un "code de bonne conduite administrative" applicable aux institutions et organes communautaires dans leurs relations avec le public sont peu suivies, le médiateur européen a invité le Parlement européen à utiliser la procédure prévue par l'article 192.2 du traité pour suggérer à la Commission de préparer une proposition en ce sens qui pourrait prendre la forme d'un règlement fondé sur l'article 308 du traité.

---

Adressez à "NOUVELLES NEWS EUROPE" de brèves **informations** en français et anglais, par courrier, fax, E-mail (celsig@worldnet.fr)

linking them. An inventory will provide a list of important points that could be harmonised so as to facilitate the creation of a true internal market.

⚡ **Electricity.** In a communication adopted on 16<sup>th</sup> May, concerning progress in the creation of internal market for electricity, the Commission proposed additional measures in order to accelerate the liberalisation process: increase of eligible consumers, accentuation of the separation between operational and accounting aspects and reinforcement of regulated third-party access to the network. The commission also proposes a mechanism for a future concerted action with a view to defining a European plan for a large interconnection infrastructure.

⚡ **Energy efficiency.** The commission has adopted a plan for improvement in the European Union of at least 100 million tonnes of oil equivalent (MTOE), by 2010, which represents about 40% of commitments made in the Kyoto Protocol. Among the proposed measures in this plan is, notably, the integration of energy efficiency in transports policies (which represent 30% of the final energy consumption).

---

## Trade Unions

⚡ During its 6<sup>th</sup> general assembly, the European Federation of Civil Service Trade Unions (UFCSTU) announced an agreement reached with employers to establish a European committee for sectoral social dialogue (electricity, local authorities and later health). The European Trade Unions Confederation (ETUC) supports this initiative. Further, the UFCSTU has accepted to set up links for a new system of joint negotiations coordinated at the European level. Trade Unions throughout the European Union were invited to inform it of any planned strike action so that common actions could be decided.

⚡ The Union of Public Sector Trade Unions (USSP-CESI) had an audience with the Portuguese deputy minister, in charge of public services, to discuss informal sectoral social dialogue in the public sector, mobility, employment, human resources and new technologies. It is the wish of the Union that the French presidency carries on with this dialogue.

---

## Mediator

Having noted that its recommendations on "Administrative code of conduct" applicable to Community institutions and organisations, in their relations with the public, were poorly adhered to, the European Mediator has asked the European Parliament to evoke the procedure in article 192.2 of the treaty, and suggest to the Commission the preparation of a proposition in that direction which would take the form of a regulation based on article 308 of the treaty.

---

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively.* Abonnement 1 an : 80 ?. *Subscription for 1 year: ? 80.* Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request.*